

Appel à communications

Colloque AISLF, CR41, Théories critiques; sociologies critiques

**Autoritarisme(s) et théories critiques :
Critique d'un futur antérieur ?**

22-23 mai 2025, à Montréal, Université du Québec à Montréal

Populisme, autoritarisme, fascisme... sont au gré des événements d'actualité des mots qui reviennent sur le devant de la scène. Déjà annoncée sous le vocable d'une « droitisation du monde » (Cusset, 2016) ou d'un « âge de la régression » (collectif, 2017), notre époque est en proie à une dérive autoritaire, lorsqu'elle ne s'abîme pas dans le (néo)fascisme.

On constate une tendance autoritaire et un devenir-autoritaire au sein des sociétés actuelles. Comment se manifestent ces phénomènes ? Comment les analyser ? L'autorité est un thème central des théories et sociologies critiques d'hier comme d'aujourd'hui, au croisement de la recherche empirique et de la théorie, à l'intersection de l'individuel et du collectif. Quelle est la pertinence des modèles théoriques antérieurs pour penser la tendance autoritaire actuelle ? C'est en effet avec des recherches telles que les *Études sur la famille et l'autorité* (Horkheimer et al. 1936) et les *Études sur la personnalité autoritaire* (Adorno et al. 1950) que s'est construite, entre autres, la réputation de l'*Institut für Sozialforschung* de Francfort. Par ce colloque, nous tenons à renouer avec ce que les théories et sociologies critiques issues de périodes de crises similaires à la nôtre peuvent nous enseigner sur ces phénomènes - et nous aider à contrer la possibilité de la peste brune.

La tendance autoritaire se manifeste de différentes manières et dans différents domaines de l'activité sociale. Dans le *domaine politique*, elle s'exprime par l'affaiblissement du parlementarisme, souvent réduit à ses procédures, ou par l'établissement d'états d'exception durables, ou encore des mesures conduisant à saper la « société civile » et ses différents acteurs (associations, syndicats, actions collectives, etc.). Le recours affirmé à la répression policière ou à des lois spéciales, par exemple pour miner le droit de grève, ou l'usage de la censure légale pour faire taire des dissidences dans des pays dits démocratiques, sont aussi préoccupants - et pourtant, ces mesures semblent souvent rencontrer un véritable assentiment populaire. En effet, les sondages semblent montrer qu'une partie non-négligeable des populations occidentales accepterait ainsi diverses formes de gouvernements autoritaires ou elle les réclame.

Le tournant autoritaire est aussi en vigueur *sur le plan social*, dans la vie familiale, les rapports sociaux de sexe et de genre, la sphère économique, etc. Il se propage à l'ensemble de nos vies individuelles et collectives et jusque dans les interstices de nos rapports sociaux. La promotion décomplexée et agressive d'un modèle viriliste sexiste est une des manifestations de ce phénomène autoritaire. Parallèlement aux dénonciations des mesures progressistes, le « retour à la discipline » est devenu un *leitmotiv* politique, tout comme la xénophobie qui est même vue comme politiquement correcte. Les « étranger.ères », les migrant.es, et les « autres » en général, deviennent (comme toujours) des boucs-émissaires faciles dans un monde de souffrances aux origines complexes.

Les rapports d'autorité sont également à interroger *dans un monde du travail* bousculé par l'introduction de technologies numériques et d'outils de surveillance, sous le coup de

l'informatisation de l'organisation du travail et de la mobilisation accrue des intelligences artificielles, mais aussi du « travail du clic » et de l'uberisation du travail. Quant au domaine de *l'économie*, le capitalisme financier contemporain semble plus que jamais sonner le glas de toute tentative de prise démocratique sur le processus économique.

Au travers des *médias sociaux* s'imposent de nouvelles injonctions autoritaires. « Tout dire sur soi, tout montrer » (Kaufman, 2003), devoir vivre sous le regard de l'autre pour être reconnu, témoigne d'une mutation de notre conception de la division entre espace public et sphère privée - si celle-ci existe encore. La toile techno-informatique qui se tisse tranquillement dans notre vie quotidienne impose un ensemble de contrôles arbitraires. Les médias sociaux remettent en question certaines autorités traditionnelles, comme entre autres le journalisme et la science. On peut se demander comment la « collision des récits » (DeGrosbois, 2022) entre opinions populaires, journalistiques et scientifiques, joue de ce « retour de l'autorité ». Enfin, l'architecture des réseaux sociaux et leur propriété sont profondément ancrées dans la figure du propriétaire-autoritaire du capitalisme numérique.

Et, bien sûr, d'une importance cruciale et centrale à ce colloque, la question de l'autorité se pose dans le *domaine de la psyché et de l'individu*, dans la construction de son rapport à soi, aux autres et au monde. Un des constats majeurs de la théorie critique par le passé était la dissolution du type de sujet apte à penser et agir par lui-même dans un espace de liberté, au profit d'un « sujet sans sujet », prompt à agir par autorité et à s'en remettre à des instances de pouvoir. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Axes de questionnement

1. Si le phénomène autoritaire n'est pas un état de fait, mais bien un *processus*, comment penser et étudier le *devenir autoritaire* sous ses différents aspects et dans les différents domaines de l'activité sociale ? Quels sont les processus d'enquête adaptés à l'étude de ce processus autoritaire ? À travers quels modèles conceptuels et théoriques ? Dans quelle mesure la théorie critique francfortoise, dont l'objet principal fut le nazisme et le fascisme demeure pertinente à l'heure actuelle ? Quels autres modèles théoriques sont-ils susceptibles de la compléter ou de la remplacer ?

2. La demande d'autorité apparaît relative au degré d'incertitude vécu par les populations face aux grands défis de notre époque (Spurk, 2024). Étant sursollicités et surchargés, constamment interpellés, le recours à l'autorité semble permettre d'alléger nos vies, en réduisant la nécessité de la réflexion, perçue comme un temps mort improductif. Suivre les consignes bureaucratiques, les règlements sans nuance et les ordres sans les contester permet de se libérer d'irritants vexatoires qui ralentissent notre efficacité dans cette société de la performance. Entre autres, la crise des changements climatiques qui suscite une « éco-angoisse » ou « éco-anxiété » (Denault, 2024) peut nourrir une demande de stabilisation appelant à une forme ou une autre d'autoritarisme. La crise inflationniste qui perdure en imposant un mode de survie et en suscitant une incertitude, une peur, une angoisse, favorise-t-elle l'appel à plus d'autoritarisme ?

3. Phénomène intuitivement social, l'autorité est aussi un phénomène personnel, une boussole ou une force intérieure par laquelle on s'oriente face aux situations objectives, qui tendent à déterminer nos actions. Réfléchir à l'articulation entre autorité et liberté, à l'autorité comme espace de liberté, c'est réfléchir à notre agentivité, à notre praxis, à notre capacité d'agir en notre âme et conscience, notre pouvoir de refuser des ordres iniques, de s'indigner face aux injustices qui consomment notre devenir collectif, etc. Cette considération implique donc de réfléchir aux formes de résistance face à cette vague autoritaire.

Afin de structurer notre débat, nous vous proposons les axes de réflexion et les thématiques suivants :

- La notion d'autorité en théories et sociologies critiques : entre le passé, le présent et le futur
- Autoritarismes, fascismes, populismes, conservatismes contemporains : manifestations et formes
- Les nouvelles technologies, le numérique et les TICS, vecteur d'autoritarisme(s) ?
- Capitalisme autoritaire et renouveau du libéralisme autoritaire
- Autorité et construction subjective : une nouvelle psychologie des masses autoritaires ?
- Écoangoisse, éconoanxiété et déclassement... : des demandes de sécurité qui nourrissent l'autorité ?

C'est ainsi que nous convions – enseignant.e.s et étudiant.e.s de 3e cycle universitaire, à participer à un colloque de deux jours sur les théories critiques en présentant une communication sur un thème rattaché à un des axes présentés ci-haut. Organisée par le CR41 *Théories critiques ; sociologies critiques* de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF), cette discussion commune vise non seulement à approfondir des aspects des théories critiques et de la sociologie critique, en sciences humaines et sociales ainsi qu'en philosophie sociale, mais aussi à créer un espace de réflexion et de recherche autour des réalités sous-jacentes aux diverses thèses émises par les différentes productions reliées à ces courants de pensée.

Pour le bon déroulement de l'organisation de cette journée, les enseignant.e.s et étudiant.e.s intéressé.e.s sont prié.e.s de soumettre **une proposition** de communication, **entre 300 et 400 mots**, avant le **31 janvier 2025** (avec réponse à la fin de février), à l'adresse suivante : coutu.benoit@uqam.ca

Au plaisir de vous y voir !

Au nom du comité scientifique du CR41

Benoît Coutu, Chargé de cours, Université du Québec à Montréal

Pascale Bédard, Professeure, Université Laval

Olivier Voirol, Maître d'enseignement et de recherches, Université de Lausanne

Jan Spurk, Professeur des université (émérite), Université Paris Cité

Jean-François Côté, Professeur titulaire, Université du Québec à Montréal

Bruno Frère, Professeur, Université de Liège

Manuel Cervera-Marzal, Professeur associé, Université de Liège

Marta Roca i Escoda, Professeure, Université de Lausanne